



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



WESTMINSTER & CITY

NEWS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N°25 – du 8 au 14 juillet 2022

LE CHIFFRE À RETENIR

+0,5%

Grâce à un rebond de la production industrielle (+0,9%), la [croissance](#) britannique de mai 2022 s'établit à 0,5%, dépassant les attentes du consensus à +0,1%.

Actualité macro-économique

S'exprimant lors d'une réunion organisée par le *think tank* OMFIF, M. Bailey a déclaré que le comité de politique monétaire (CPM) "sera particulièrement attentif aux indications de pressions inflationnistes plus persistantes et, si nécessaire, réagira avec force" – Reprenant les termes du dernier communiqué, le Gouverneur de la Banque d'Angleterre a déclaré que le CPM avait choisi d'utiliser le terme "avec force" parce que "nous voulons que les gens voient qu'il y a plus d'options sur la table que 25pb supplémentaires". Alors que les cinq

dernières augmentations étaient de 25pb, les marchés évaluent à 60 % la probabilité d'une hausse de 50pb des taux d'intérêt lors de la prochaine annonce, le 4 août. Les 40% restant prévoit une hausse de 25pb. Enfin, le Gouverneur a profité de son discours pour s'exprimer sur des questions de plus long terme pour l'économie britannique, notamment la comptabilisation des actifs incorporels et leur rôle dans l'énigme des investissements manquants.

Le *National Audit Office* estime que le Royaume-Uni a besoin d'une stratégie cohérente de développement des compétences qui soutienne une croissance robuste, après des années d'incohérence– Cet organisme indépendant, chargé d'examiner les politiques gouvernementales, s'interroge sur la pertinence de la stratégie de compétences pour les décennies à venir. Il a noté que le Brexit avait réduit l'offre de travailleurs qualifiés en provenance de l'UE et accru la nécessité de former les employés au niveau national. Or, les budgets de formation des entreprises ont diminué de 11 % entre 2011 et 2019, et 39 % des employeurs n'ont dispensé aucune formation à leur personnel au cours des 12 derniers mois. Le patron du NAO, Gareth Davies, a déclaré qu'il était "essentiel" que le gouvernement

et les employeurs soutiennent l'acquisition de compétences. Le NAO considère que le système de compétences sera plus efficace s'il est dirigé par les employeurs, mais il n'est pas certain que les conditions soient réunies pour que cette approche soit mise en œuvre avec succès.

Actualité commerce & investissement

Selon le [FT](#), les fédérations professionnelles exhortent Londres et Bruxelles à réunir le **Conseil de partenariat, l'organe ministériel prévu au sein de l'accord de commerce et de coopération (ACC)** – Alors que ce Conseil doit se réunir au moins une fois par an en vertu de l'ACC, ce dernier ne s'est pas réuni depuis plus de 13 mois. Les fédérations, à l'instar de la *British Chambers of Commerce* et *Business Europe*, demandent de réunir le Conseil de partenariat et de faire usage des instruments de coopération au sein de l'accord. Les représentants de l'industrie automobile britannique soulignent également l'importance de suivre la bonne mise en œuvre de l'accord, élément central pour garantir la compétitivité internationale du Royaume-Uni. Au vu des tensions liées au Protocole nord-irlandais, les deux parties n'ont pas évoqué de prochaine réunion ministérielle.

Selon les derniers chiffres de l'ONS, le **déficit commercial continue à se creuser en mai 2022 atteignant 10,2Md£, en excluant les produits énergétiques, contre 9,5Md£ en avril** – La valeur des importations britanniques a continué à croître de 2,2Md£, soit 4,2% en glissement mensuel, en raison d'une augmentation de 5,2% des

importations depuis l'UE et de 3,2% depuis le reste du monde. En parallèle, les exportations totales ont également augmenté de 2,3Md£, soit de 7,4% en mai 2022 par rapport à avril justifiées par une hausse conjuguée des exports vers l'UE et vers le reste du monde de 2,6% et 12,7% respectivement. D'un point de vue sectoriel, les exportations britanniques ont été portées par des exportations d'aéronefs et navires vers la France et de machineries mécaniques vers l'Allemagne ainsi que de produits énergétiques essentiellement vers la Suède et la France.

La Trade Remedy Authority (TRA) invite le gouvernement à révoquer les mesures anti-dumping sur les importations d'acier (HFP Rebar) en provenance de Chine – Mises en place depuis 2016, la TRA a estimé que lesdites mesures vont à l'encontre des intérêts économiques du Royaume-Uni au vu de la forte demande de ce type de produit par le secteur de la construction et compte tenu de la baisse des importations russes et ukrainiennes. *UK Steel* et *Celsa Steel UK*, représentants l'industrie britannique, estiment a contrario que cette recommandation met en danger des centaines d'emplois britanniques en recréant très probablement une situation de dumping «soutenant les sidérurgistes chinois, dont l'empreinte carbone est cinq fois plus élevée que celle des producteurs britanniques». Les parties prenantes ont 30 jours pour commenter le rapport de la TRA.

La UK-Ukraine Infrastructure Taskforce s'est réunie pour la première fois cette semaine – La ministre britannique au commerce Anne-Marie Trevelyan et le ministre ukrainien des infrastructures Oleksandr Kubrakov ont présidé cette première réunion qui s'est déroulée à l'Ambassade britannique de Varsovie aux côtés de représentants du gouvernement ukrainien et d'entreprises

britanniques, en vue d'établir une collaboration sur la reconstruction post-guerre des infrastructures en Ukraine. Le gouvernement britannique s'est engagé à construire des logements temporaires ainsi qu'à mener des projets d'infrastructure sur le long terme. Pour mémoire, le Royaume-Uni et l'Ukraine ont tenu, en juin dernier, un sommet, à Londres, sur le défi de la reconstruction réunissant près de 120 délégués des deux pays. UKEF devrait également déployer une aide de 3,5Md£ par le biais de ses instruments de soutien aux exportateurs britanniques.

Actualité financière

1 Réglementation financière et Marchés

J.Cunliffe, Gouverneur adjoint de la Banque d'Angleterre (BoE), a disserté sur les leçons à tirer de l'effondrement récent des cryptomonnaies - A cet égard, il rappelle l'importance des régulateurs qui doivent accélérer leur travail afin d'établir un cadre réglementaire solide, notamment en appliquant la même réglementation aux risques inhérents à la fourniture d'un service financier, quelle que soit la manière dont il est fourni. Ainsi, à l'instar des banques commerciales, qui émettent de la monnaie de dépôt afin d'être en mesure de rembourser les déposants au pair, il propose que les émetteurs de *stablecoins* soient obligés de disposer d'une créance légale claire qui leur permettrait de rembourser dans la journée et au pair en monnaie de banque centrale ou commerciale.

La FCA a publié sa réponse concernant le futur cadre réglementaire Environmental, Social and Governance (ESG) consécutivement à la consultation menée par le gouvernement - Concernant le label, la FCA entend adopter une approche qu'elle qualifie de « mesurée », essentiellement à travers des recommandations non contraignantes. La FCA encourage les émetteurs d'obligations *use of proceeds* - papier résumant l'utilisation des fonds levés - étiquetées ESG à prendre en compte les normes industrielles pertinentes et rappelle aux émetteurs leurs obligations en matière de publicité. La FCA examinera au fur et à mesure si d'autres mesures de surveillance du marché et d'application sont nécessaires. Concernant les fournisseurs de données et de notation ESG, la FCA estime qu'une plus grande surveillance réglementaire desdits fournisseurs est nécessaire pour promouvoir la bonne gouvernance et la transparence. La FCA considère également qu'une approche cohérente au niveau mondial, fondée sur les recommandations de l'Organisation internationale des commissions de valeurs (OICV) sur les données et les notations ESG, accroîtrait non seulement la transparence mais la capacité des investisseurs internationaux à appréhender le cadre.

La Prudential Regulatory Authority (PRA) et la FCA ont publié conjointement une consultation sur les *Margin Requirements des produits dérivés de gré à gré* - Dans ce document, les deux autorités de régulation demandent l'élargissement de la liste des garanties admissibles lors de l'appel de marges initial. Elles proposent également l'introduction d'une disposition transitoire de repli de 6 mois dans certaines circonstances afin de leur permettre de mettre en place des *margin agreement*. Ils proposent également de modifier la définition des contreparties centrales afin

de préciser davantage leurs statuts réglementaires.

La FCA a publié une [consultation concernant les marchés secondaires de capitaux](#) – Dans le cadre de la *Wholesale Market Review*, la consultation publique se déroule jusqu'au 16 septembre 2022. La FCA propose d'améliorer le contenu et la cohérence des rapports de transparence post-négociation. Elle entend également établir un nouveau statut de déclarant désigné pour les transactions de gré à gré. De plus, elle souhaiterait autoriser les plateformes de négociation britanniques à faire usage des prix de référence des marchés étrangers dès lors que ces prix sont robustes, fiables et transparents. Enfin, elle aimerait autoriser l'utilisation du régime de taille de *tick* des marchés primaires étrangers.

Le HM Treasury (HMT) a publié une proposition d'amendement des [mesures provisoires post-Brexit](#) - Il élargirait ainsi l'autorisation temporaire pour les Chambres de compensation (CCP) de l'EEE de fournir des services aux entités établies au Royaume-Uni et étendrait le pouvoir de modification de la FCA sur le périmètre des *Share Trading Obligation* et *Derivative Trading Obligation* – pouvoir auparavant temporaire qui avait été utilisé pour permettre aux entreprises de continuer à négocier sur les places de négociation et les internalisateurs systématiques de l'UE. Également, le *Payment Services Regulation* (PSR) obtiendra davantage de pouvoirs pour vérifier via les établissements de paiement que la FCA aura toute latitude de superviser des personnes morales ou physiques établies en dehors du Royaume-Uni. Enfin, cette proposition prolongerait la reconnaissance temporaire des titrisations simples, transparentes et standardisées de l'UE

jusqu'à la fin de 2024 (autorisée actuellement jusqu'au 31 décembre 2022).

2 Banques et assurances

La FCA [met en garde](#) les banques contre le traitement des petites entreprises en difficultés – La FCA a conduit ces derniers mois une étude sur le secteur. Jugeant inadaptée la manière dont les banques traitent les PME britanniques confrontées à l'inflation, l'autorité a annoncé qu'elle allait agir en cas de récurrences de mauvaises pratiques. En effet, l'examen a identifié un certain nombre de défaillances communes parmi les prêteurs, notamment une formation inadéquate, une mauvaise tenue des dossiers et un manque de directives claires vis-à-vis du personnel en vue d'identifier et de soutenir les entreprises vulnérables. En parallèle, la BoE a prévenu que les PME avaient des réserves de liquidités plus faibles et des niveaux d'endettement plus élevés qu'avant la pandémie, 70% des encours de leur dette ayant été émis en dehors des programmes de prêts gouvernementaux.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Responsable de la publication : Service Economique Régional de Londres

Rédacteurs :

Quentin Bon, Carole Lebreton et Sophia Milliaud

Revu par Thomas Ernoult

Pour s'abonner :

londres@dgtresor.gouv.fr